



Près d'un demi-siècle de coopération

Visite historique du Président Paul Biya à la Conférence Générale de l'UNESCO

47 ans déjà que le Cameroun est membre de l'UNESCO autorisant ainsi le développement de relations de coopération étroite dans les différents domaines de compétence de l'organisation onusienne.

La visite de M. Paul BIYA, Président de la République du Cameroun témoigne de la solidité des liens forgés au cours

de près d'un demi siècle et de l'attachement du Cameroun aux idéaux de l'UNESCO figurant dans le préambule de son acte constitutif :

« *Les guerres prenant naissance dans l'esprit des hommes, c'est dans l'esprit des hommes que doivent être élevées les défenses de la paix.* »

Visite historique de surcroît puisque pour la première fois, un président de la République du Cameroun s'est adressé, ce

23 octobre, aux 192 Etats membres de l'UNESCO présents à la 34ème session de sa Conférence générale.

Ce sera l'occasion pour le Président Biya de réaffirmer l'adhésion de son pays à la mission centrale de l'UNESCO : Paix et développement humain à l'ère de la mondialisation par l'éducation, les sciences, la culture et la communication. Thème fédérateur qui connaît une mise en œuvre pratique au Cameroun depuis 47 années de coopération fructueuse et respectueuse. ■

Les sciences au service du développement

Dans le domaine des sciences, la collaboration entre l'Organisation et le Cameroun est tout aussi riche et variée. Elle s'adresse à la protection de la biodiversité et concerne les trois réserves de biosphères (Waza, Benoué et Dja), aux questions de l'eau par l'appui au laboratoire virtuel de l'université de Ngaoundéré sur les lacs en voie d'assèchement et privilégie le renforcement des capacités des femmes scientifiques. Une initiative remarquable mérite d'être soulignée si l'on considère l'importance du sujet traité, son impact au niveau régional et sa dimension internationale. Il s'agit du centre international de recherche "Chantal Biya" pour la prévention et le traitement du VIH/SIDA (CIRCB) inaugurée le 23 Février 2006. Fortement soutenu par le gouvernement et disons-le par l'engagement total de la Première Dame du Cameroun, ce centre qui s'inscrit dans le cadre du programme de l'UNESCO intitulé "Families first Africa" est le fruit d'une coopération active avec l'Italie et la fondation mondiale pour la recherche contre le SIDA du Professeur Luc Montagnier qui préside le comité scientifique de cette jeune institution de recherche entretenant des relations avec les chercheurs italiens, américains et français et ayant vocation à accueillir les jeunes chercheurs des pays de l'Afrique Centrale. ■

Une Première Dame engagée dans une aide sans limite et un soutien total à la population camerounaise.

La Fondation Chantal Biya, créée par l'épouse du président camerounais en 1994 lutte contre la pauvreté, la maladie et l'exclusion. La Première Dame du Cameroun a réussi au fil des années à sensibiliser ses concitoyens ainsi que la communauté internationale aux souffrances vécues par une partie des Camerounais. Les activités de la Fondation dans le domaine de la santé comprennent formation, création de centres de soins, financement de la recherche médicale et lutte contre les maladies, avec un accent fort mis sur la lutte contre le VIH/SIDA.

L'éducation est une priorité au Cameroun qui souffre d'un taux d'analphabétisme de plus de 30%. Depuis 2000, la Fondation s'est lancée dans la création d'écoles primaires, en partenariat avec les Editions Classiques d'Expression Française. Chantal Biya a reçu la médaille d'Argent Marie Curie, décernée par l'UNESCO le 23 février 2006 en hommage à son engagement et son dévouement dans la lutte contre le VIH/SIDA.

Fondation Chantal Biya : www.fcb.cm

L'éducation pour tous

La coopération entre le Cameroun et l'UNESCO dans le domaine de l'éducation date des débuts de l'indépendance lors qu'il s'était agit de doter le jeune Etat d'une Ecole normale supérieure. Depuis elle s'est diversifiée et a notamment privilégiée l'élaboration d'une stratégie sectorielle d'ensemble centrée sur l'université de l'éducation de base. La stratégie sectorielle s'est ainsi fixée pour objectif la progression du taux net de scolarisation de 70% en 2003 à 100% en 2015. La part du budget de l'Etat consacrée à l'éducation atteindra de manière progressive 22% en 2015 contre 15% en 2005. Des milliers de maîtres au statut précaire sont en voie d'intégration dans la fonction publique et de nouveaux enseignants seront recrutés. Approuvée par l'ensemble des partenaires au développement en 2006, cette stratégie a permis l'éligibilité du Cameroun à "l'initiative accélérée de mise en œuvre de l'éducation pour tous" (ou Fast track initiative) permettant au système éducatif camerounais de bénéficier de financements complémentaires de la communauté internationale. A côté de cette priorité accordée à l'enseignement de base, c'est un vaste chantier de rénovation du système éducatif qui est engagé et qui touche l'ensemble des niveaux d'enseignement : équité, efficacité, excellence et professionnalisation en sont les maîtres mots. ■

Diversité culturelle dans l'unité

« *La nouvelle politique culturelle postule ainsi à la fois à l'enracinement de tous dans une culture ethnique donnée et à l'épanouissement de tous par une rencontre générale au sein de la culture nationale.* » **Paul Biya**

Cette phrase extraite de l'ouvrage "le libéralisme communautaire" paru en 1986 aux éditions Marcel Fabre aurait pu être reprise, en l'état, dans la "convention sur la promotion et la protection de la diversité des expressions culturelles" de l'UNESCO de 2005 ratifiée par le Cameroun en 2006.

C'est dans cet esprit que l'UNESCO travaille en collaboration avec le gouvernement, la société civile et les universités à la protection et la valorisation des richesses culturelles du pays. Cela se traduit par des actions diverses : l'élaboration de sa liste indicative des biens culturels et naturels (Patrimoine mondial), l'inventaire du patrimoine culturel immatériel des chefferies, l'inventaire des objets des musées et formation des conservateurs, la sauvegarde et l'archivage des langues en danger dans la Région de l'Adamaoua, le soutien aux industries culturelles et à l'artisanat.

Au service de la sous région

Terre d'accueil, par sa position géographique et par sa stabilité, le Cameroun a toujours privilégié le dialogue. On garde en mémoire la manière dont s'est dénoué le différend frontalier entre le Cameroun et le Nigeria à propos de Bakassi. Il a fallu dix années de patience pour que la Cour Internationale de Justice accorde la souveraineté de la péninsule au Cameroun et quatre années de plus pour qu'en août 2006 le transfert de souveraineté entre dans les faits.

La recherche constante de résolution pacifique des conflits, c'est ce que le Président Paul Biya a réaffirmé tout récemment encore dans sa déclaration devant l'Assemblée Générale des Nations Unies le 27 septembre dernier. C'est donc tout naturellement que le Cameroun se met au service des pays de l'organisation sous régionale, la CEMAC qu'il préside actuellement. Partisan du renforcement de la coopération Sud/Sud, l'UNESCO a appuyé les efforts

du Cameroun dans le partage de ses expériences dans des domaines aussi variés que : l'harmonisation des politiques d'éducation préventive contre le VIH/SIDA, la formation des enseignants aux disciplines scientifiques à partir du centre d'excellence aux micro-sciences de Yaoundé ou l'établissement d'accord de coopération entre l'ESSTIC et les institutions de formation des journalistes du Tchad et de la RCA.

Cette solidarité s'inscrit dans les orientations du NEPAD et ne trahit nullement le célèbre dicton populaire camerounais : « *on est ensemble* » ! ■

Réalisation : Omnia International & Stratline Communication
Marie-Gabrielle Palau
Yasmine Bahri-Domon
Rédaction : Caroline Carpentier
Graphisme : Patricia Jadrosic
info@omnia.com - info@stratline-communication.com

FRANCE - CAMEROUN UNE ÈRE NOUVELLE

Première rencontre entre Paul Biya et Nicolas Sarkozy

Page 1
☛ une crédibilité qui s'affirme sur la scène internationale.

Page 2
☛ Des réformes pour un Cameroun déterminé au développement.

Page 3
☛ La France veut maintenir sa position malgré la vague de nouveaux investisseurs.

Page 4
☛ Cameroun - UNESCO, histoire d'une coopération.

Le Cameroun, un avenir plein de promesses

Peuplé de plus de 16 millions d'habitants, le Cameroun est un pays en plein essor qui confirme bien que bonne gouvernance, stabilité et politique de réformes sont les ingrédients nécessaires pour se placer comme un marché prometteur. Situé entre le Nigéria au Nord Ouest, la République de Centrafrique et le Tchad à l'Est et la Guinée Equatoriale, le Gabon et le Congo au Sud, le Cameroun a l'avantage de jouir d'une large façade atlantique. Le pays s'étire vers le nord jusqu'au lac Tchad, formant un triangle de 475 442 km² de superficie reliant ainsi l'Afrique équatoriale à l'Afrique occidentale. Si Yaoundé en est la capitale politique, Douala, ville très cosmopolite au bord de l'océan reste une ville clé de l'économie camerounaise.



Les Présidents Paul Biya et Nicolas Sarkozy

Un pays qui a su préserver sa culture et l'enrichir des influences européennes

L'histoire du Cameroun est extrêmement riche, le pays ayant attiré la convoitise de nombreux missionnaires et colonisateurs au fil des siècles. A la fin de la première guerre mondiale, le traité de Versailles (1919), qui fixait les conditions de la paix, entérina le partage franco-britannique mais le Cameroun français cessa en 1922 d'être

un protectorat français pour devenir un territoire sous mandat de la Société des Nations confié à la France. La France veilla à supprimer toutes les traces de la présence allemande pour s'attacher les populations: elle acheva la construction du chemin de fer Douala-Yaoundé, étendit le réseau routier, reprit l'exploitation des grandes plantations allemandes et favorisa l'émergence d'une classe

de planteurs "indigènes". Des mouvements nationalistes se développèrent à partir de 1945 et un an plus tard, le Cameroun devint un territoire sous tutelle de l'ONU, mais le Cameroun français intégra l'Union française en tant que territoire associé. Le Cameroun acquit son autonomie totale en 1959 et le 1er janvier 1960, l'accéda à l'indépendance. En 1982, le président Ahidjo céda le pouvoir pour des raisons de

santé à son premier ministre, Paul Biya, qui depuis est le chef de l'Etat. La situation géographique du Cameroun au centre du continent, son bilinguisme anglais-français et son niveau de développement lui donnent un poids relativement important en Afrique et la communauté internationale assiste aujourd'hui à l'émergence d'un des pays africains les plus prometteurs. ■

Le Cameroun, c'est le Cameroun !

Tout ce que l'Afrique peut offrir

Formule attribuée au Président Paul Biya tant ce pays est particulier. Le Cameroun offre, en effet, toute la gamme des climats intertropicaux. Des reliefs importants et la proximité de la mer introduisent des nuances montagneuses et littorales. A la diversité géographique du Cameroun s'ajoute

une diversité linguistique et culturelle très riche. On dénombre environ 212 ethnies et plus de 270 langues. Les faits divers de la chronique coloniale ont fait du Cameroun un pays bilingue, le français et l'anglais étant les langues officielles. Le Cameroun est à la fois membre de l'Organisation Internationale de la Francophonie et du Commonwealth.

Sa position géographique – frontale avec six autres pays (le Tchad, la RCA, le Congo, le Gabon, la Guinée-Equatoriale et le Nigéria) – et sa stabilité font de lui une terre d'accueil et de partage tout en dotant d'une responsabilité toute particulière au sein de la Communauté Economique et Monétaire d'Afrique Centrale (CEMAC). ■

« *Le Cameroun, c'est le Cameroun !* »

Un président sur tous les fronts

Paul Biya, le meilleur avocat de son pays

Proche de Jacques Chirac lorsque celui-ci était à l'Elysée, le chef de l'Etat camerounais s'est rendu en France pour la dernière fois en Février 2007. Le 26 Octobre 2007, il a rencontré lors d'une visite de travail le nouveau président français. Nicolas Sarkozy n'a pas

caché son enthousiasme face au dynamisme de ce pays de longue date allié et partenaire de la France. Après son plaidoyer lors de la 62ème session de l'Assemblée Générale des Nations Unies à New York en septembre en faveur d'un commerce international plus équitable pour les

pays du Sud, le président de la République du Cameroun est bien décidé à gérer en même temps tous les projets et réformes nécessaires au développement économique de son pays. Le point d'orgue de ce développement demeure une coopération encore accrue avec la France. ■



Le Cameroun dans un élan de dynamisme



Le développement industriel est en marche

Longtemps pressenti comme tel, le Cameroun est aujourd'hui l'une des étoiles montantes du continent africain et se retrouve à un tournant critique de son développement.

Comme bien d'autres pays émergents et comme ses voisins le Nigéria ou encore le Gabon, le Cameroun doit faire des choix économiques et structurels stratégiques et doit impérativement poursuivre et accentuer son programme de

privatisation et de mesures pour faciliter l'investissement pour espérer voir son développement se confirmer. Depuis 2006, il semble que le pays soit stimulé par un bon dynamisme, probablement né du regain de confiance dans son économie qu'ont généré les réformes mises en place par les pouvoirs publics. Ainsi, en 2006, le Cameroun peut se féliciter d'avoir atteint le point d'achèvement de l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés. De 3,8% en 2006, la croissance devrait dépasser les 4% en 2008, faisant de ce pays ouvert sur l'Océan Atlantique l'un des marchés les plus prometteurs d'Afrique.

Si les réformes sont bel et bien lancées, la lenteur de leur mise en place en freine l'efficacité. Cependant, elles produisent déjà des effets positifs, notamment sur l'investissement intérieur et la gestion des finances publiques mais cela ne suffira pas et le gouvernement de Paul Biya en a bien conscience : de gros changements et des efforts continus sont encore à prévoir.

Toujours très dépendante des revenus pétroliers, l'économie camerounaise peut difficilement influencer sur une amélioration durable des finances publiques ou du solde extérieur.

Sur le plan des infrastructures, l'urgence est à l'approvisionnement en électricité, dont l'insuffisance pénalise le développement industriel, et à l'assainissement qui permettrait un accès à l'eau potable pour tous les Camerounais. ■

Le tourisme, une industrie à développer tout en préservant l'environnement

Dans sa politique de diversification économique, le pouvoir camerounais compte aussi sur le développement touristique. L'immense forêt équatoriale fait surtout l'objet de toutes les attentions. Cette attention s'est concrétisée par la signature de la convention de financement d'un projet, mené conjointement par les associations des communes forestières camerounaises et françaises, entre le directeur de l'Agence française de développement, représentant le Fonds mondial français pour l'environnement, le président de l'association des communes forestières au Cameroun et l'ambassadeur de France au Cameroun. Ce financement représente 16 millions d'euros dont 1,3 million d'euros ont été débloqués pour élaborer des projets de plans d'aménagement et de gestion durable des forêts camerounaises, impliquant les élus et populations locales.

L'accent sur la diversité de l'économie et le développement de nouvelles industries

Malgré des résultats médiocres en 2005, le pays peut se féliciter de sa progression. La tendance est aujourd'hui à la croissance et la nouvelle vigueur de l'économie du Cameroun devrait se confirmer dans les années à venir. Cherchant à alléger sa dépendance à l'industrie pétrolière, le pays a opté pour une diversification accrue de son économie, en favorisant des secteurs tels que les télécommunications ou encore l'activité minière. Car le Cameroun

Un Cameroun tourné résolument vers le développement à grande échelle

Les bonnes relations qu'entretiennent la France et le Cameroun sont avant tout basées sur un respect mutuel face à ce que les deux pays peuvent s'apporter. Très actif dans la poursuite de ses objectifs, les gouvernements camerounais et français ont signé en Juin 2006, à Yaoundé, un Contrat de Désendettement-Développement (C2D). Le Cameroun obtenait ainsi une aide d'environ 530 millions d'euros, étalée sur cinq ans. Cette formule d'allègement de dette consiste à reverser au pays débiteur les sommes qu'il s'engage à rembourser au titre de cette dette, contractée auprès de la France. Suite au C2D,

un Document Cadre de Partenariat (DCP) a été signé pour définir les termes de la coopération bilatérale pour la période 2006-2010, faisant de la France le plus important pourvoyeur de fonds en Afrique subsaharienne. L'accent est mis sur les projets liés à une meilleure gou-

vernance et l'appui à la réalisation des objectifs de développement. 27 projets prioritaires ont été retenus et seront financés par le C2D. Plusieurs secteurs bénéficient ainsi d'une aide financière substantielle, tels que l'éducation, la santé publique et le développement

“ le Cameroun s'est affirmé comme une puissance émergente “

social, le développement urbain et rural, avec la mise en place en particulier d'infrastructures routières et d'une politique d'assainissement des rues de Douala et de Yaoundé, et l'aménagement du territoire. Lors du dernier sommet France-Afrique, présidé par Jacques Chirac, qui s'est tenu à Cannes



avec l'aide de la communauté internationale comme un exemple pour les autres pays africains en matière de développement.

La France et le Cameroun avancent donc ensemble avec l'objectif de prouver que l'Afrique est un continent au potentiel énorme que les puissances occidentales se doivent de soutenir afin de permettre à des pays comme le Cameroun de se développer. ■

Un pays en quête de respectabilité durable

Sur le plan de la gouvernance, le pays est parfois montré du doigt par la communauté internationale en matière de corruption. Les pouvoirs publics ont mis en place une série de mesures anti-corruption qui commence à avoir un impact sur ce fléau. C'est en clôturant le troisième congrès extraordinaire du Rassemblement Démocratique du Peuple Camerounais (RDPC) à Yaoundé

en juillet 2006 que le président Paul Biya a montré sa détermination à lutter contre la corruption. «Ceux qui se sont enrichis au dépend de la fortune publique devront rendre gorge» avait-il déclaré dans ce sens. La société camerounaise ne veut plus supporter cette gangrène et force est de constater que la présidence a entamé une croisade pour y mettre un terme. Le Plan de Lutte contre la Corruption, rédigé en 1997 et toujours amé-

lioré par la suite, prévoit des mesures qui vont de la conduite d'une campagne de mobilisation, d'éducation civique et de sensibilisation des citoyens à l'adoption de législations spécifiques de répression. Même si les mesures prises par le président ne sont pas encore toutes effectives, le combat contre la corruption dans tous les secteurs est bien amorcé. La création de la Commission Nationale Anti-Corruption (CONAC),

dont les membres ont prêté serment en mai 2007 est un pas de plus vers un bouleversement profond de l'administration camerounaise et de la mentalité de la population. Pour Paul Biya, c'est une question de fierté et d'honneur national qui de combattre un mal qui ancre le Cameroun dans une situation l'empêchant de prétendre à une place de choix au sein de la communauté internationale. ■

Les représentants du gouvernement français occupent le terrain



Le port de Douala

Dès l'indépendance du Cameroun, les traités avec la France se sont succédés, les plus récents ayant trait à l'allègement de la dette de l'un des pays africains les plus prometteurs. Depuis l'accès à la présidence de Paul Biya, les relations entre les deux pays se sont renforcées et atteignent aujourd'hui un niveau de coopération globale qui ne peut que servir les intérêts bilatéraux. En octobre 2007, Jean-Marie Bockel, secrétaire d'Etat français chargé de la Coopération et de la Francophonie effectuait une visite officielle au Cameroun. A Douala, ville cosmopolite ouverte sur l'Atlantique, Jean-Marie Bockel a visité

des projets de développement urbain financés par le C2D et a rencontré les milieux d'affaires franco-camerounais. Il a ensuite rencontré le ministre camerounais des Relations Extérieures à Yaoundé, afin de signer deux conventions de financement entrant dans le cadre de la coopération en matière de gouvernance avant de présider le Comité d'orientation et de pilotage de la coopération franco-camerounaise. Plus tôt dans l'année, en juin, le ministre des Affaires étrangères et européennes, Bernard Kouchner, recevait l'ancien ministre des Relations extérieures de la République du Cameroun, Jean-Marie Atangana Mebara. Les deux hommes s'étaient alors entretenus sur la coopération très active existant entre les deux pays ainsi que sur la situation régionale. La France suit le développement du Cameroun sur tous les fronts et il semble bien qu'une nouvelle ère de coopération tant politique, qu'économique, culturelle ou sociale s'ouvre entre les deux pays. ■

Nicolas Sarkozy reçoit Paul Biya

Une première rencontre au sommet, l'ouverture d'une nouvelle ère dans les relations France-Cameroun

Le 26 octobre, Nicolas Sarkozy a reçu le Président Camerounais pour la première fois depuis le début de son mandat présidentiel. L'histoire de la coopération bilatérale est riche et le chef de l'Etat français a bien l'intention de poursuivre voire d'accentuer les relations économiques et politiques entre la France et le Cameroun. Paul Biya et son homologue français ont évoqué certes les sujets d'ordre politique, aussi bien sur le plan bilatéral

que multilatéral et ont surtout parlé de la coopération économique, commerciale et financière entre leurs pays. Une coopération qui a pour socle le Document Cadre de Partenariat (DCP) conclu le 22 juin 2006 sous l'ère Chirac. La priorité pour Paul Biya et son hôte

La France doit jouer serré pour continuer d'exercer une influence au Cameroun

est à la lutte contre la pauvreté et la promotion de la croissance et aux améliorations substantielles attendues dans les secteurs de la santé et de l'éducation. Cependant Nicolas Sarkozy souhaite réaffirmer la présence française dans l'économie du Cameroun. Les autres grandes nations étant à l'affût des investissements potentiels dans les pays,

la France doit jouer serré pour continuer d'exercer une influence au Cameroun. Le Cameroun, en pleine phase de développement, réussit à conforter son image de territoire accueillant pour les investisseurs étrangers et la France

n'est plus le seul pays en lice. Récemment, la décision des autorités camerounaises de confier la Société nationale des eaux du Cameroun (Snec) à un consortium marocain a été perçue comme un revers par les autorités françaises. Le président de l'hexagone entend bien renouer avec le succès au Cameroun et participer à son essor. ■

France - Cameroun : Des relations économiques fortes

A l'horizon 2008, se profilent les Accords de Partenariat Economique (APE), traités commerciaux qui seront conclus entre les pays du groupe Afrique, Caraïbes, Pacifique, auquel appartient le Cameroun, et ceux de l'union Européenne. Ces traités jettent les bases d'une zone de libre échange sans droits de douane et autres mesures non tarifaires. Si le Cameroun se prépare à la naissance de cet énorme marché, le pays a l'expérience des accords multilatéraux. Membre de la Communauté économique des Etats d'Afrique centrale ainsi que de la Communauté économique et monétaire d'Afrique centrale, le Cameroun multiplie les accords bilatéraux avec les pays à même de lui garantir un

développement économique solide et durable. Avec ses 160 filiales et ses 200 entreprises présentes au Cameroun, la France demeure très active dans ce pays et contribue au développement économique, notamment dans les secteurs des services aux entreprises, des industries manufacturières, du commerce, de la maintenance, de l'intermédiation financière et de l'extraction de pétrole et de gaz. Le nombre de PME-PMI fondées par des Franco-camerounais témoigne de la vitalité des liens économiques tissés entre les deux pays. La coopération française, en ce qui concerne le volet économique, est mise en œuvre à travers l'Agence Française de Développement.

Ces dernières années, les investissements français au Cameroun avaient été fortement renforcés grâce notamment au regain de dynamisme, à une croissance confirmée et à des réformes politiques et économiques, en particulier la mise en place du programme de privatisation. Bien que la France demeure le premier investisseur étranger au Cameroun, la concurrence devient ardue. Ainsi, la Chine, le Japon et la Thaïlande, qui sont parmi les dix premiers fournisseurs du Cameroun, renforcent leur présence. Si la France veut maintenir sa position, elle devra lutter au coude à coude contre les autres investisseurs pour maintenir son fort niveau d'excédant commercial. ■

Un intérêt marqué de la part des investisseurs internationaux

Le Président Paul Biya voit se succéder les visites officielles, prouvant bien que le Cameroun devient une valeur sûre pour les investissements étrangers.

L'intérêt porté au Cameroun par les grandes puissances se fait de plus en plus présent. La stabilité politique et le développement économique servi par des réformes alléchantes en matière d'investissement attirent en effet de nombreux pays. Preuves en sont les visites successives de chefs d'Etat et autres personnalités de premier ordre. Ainsi, le Cameroun a-t-il accueilli en début d'année l'ancien directeur général du FMI, Rodrigo De Rato, suivi de près par le président de la République Populaire de Chine Hu Jintao

visite qui s'est soldée par la signature de huit accords de coopération pour un montant d'environ 100 millions d'euros. Mais les investisseurs privés aussi se bousculent aux portes du palais présidentiel. Qu'il s'agisse de représentants de grandes

firmer comme le géant américain Noble Energy Inc., qui vient de décrocher une licence d'exploitation pétrolière en mer ou du Baron Benjamin de Rothschild dont le groupe semble particulièrement intéressé par le pays, il semble que le Cameroun soit en passe de devenir le pays africain le plus courtisé. Les Etats-Unis cherchent un rapprochement et Paul Biya a

reçu à plusieurs reprises l'ancien l'ambassadeur américain au Cameroun, Niels Marquardt afin d'approfondir la question de l'investissement des USA. Il est évident que d'avoir atteint le point d'achèvement de l'initiative des pays pauvres très endettés à ouvert au Cameroun des horizons radieux. Outre la France bien sûr ou la Chine, l'Arabie saoudite par exemple montre un intérêt tout aussi remarquable. ■

Des horizons radieux

CFAO : 87 ans d'aventure entrepreneuriale au Cameroun

3 questions clés à Emmanuel Ugolini, Délégué Général de CFAO au Cameroun, P-DG de CAMI, et personnalité de premier plan du secteur privé camerounais.



Mr. Ugolini, décrivez brièvement les activités de CFAO au Cameroun ? « Au Cameroun, CFAO regroupe 5 sociétés qui couvrent ses 4 métiers et y confirment son leadership. La distribution automobile, avec CAMI et SOCADA qui représentent Toyota, PSA et Renault Trucks notamment ; la répartition pharmaceutique avec Laborex, N°1 du marché, qui distribue les plus grands laboratoires internationaux ; l'industrie légère avec la fabrication des stylos Bic®; leaders de l'écriture ; et les NTIC avec CFAO Technologies, partenaire local d'IBM, Cisco, Motorola et Otis.»

Quels sont vos impressions sur le marché camerounais ? « La meilleure réponse à cette question, est donnée par la constance du développement de CFAO depuis son implantation à Douala en 1920. Nous avons bâti d'importantes infrastructures sur 5 villes (Douala, Yaoundé, Bafoussam, Garoua et Ngaoundéré), nous employons au total 900 salariés et réalisons un CA supérieur à 100 milliards FCFA.»

Quel message souhaiteriez vous faire passer en tant qu'entreprise leader dans le pays ? « CFAO, 6ème entreprise du Cameroun, ne cesse de poursuivre ses investissements, tant sur le plan des infrastructures (ouvertures prochaines à Bertoua et Bamenda), que sur le plan humain (développement du Centre de Formation panafricain Toyota à Douala) et sur le plan sociétal avec la participation la plateforme de coordination des entreprises luttant contre le SIDA.»